

... philosophy

cours d'été - 1950
université laval
faculté de philosophie
québec, p. q.

... la loi

eugène babin

faculté de philosophie
université laval
cours d'été - 1950

Cf. Le Traite de la Loi dans la Prima Secundae, de saint Thomas.

Il n'y a pas de traite de la loi chez Aristote. Celui-ci ne parle pas de la loi dans sa Politique. Il n'a pas fait de traite de la loi comme tel.

Le traite de la loi est un traite tres difficile et les commentateurs de saint Thomas ont tous saute a pied joint par-dessus le traite de la loi.

Nous sommes donc sans commentateur serieux de cette partie de Somme. Dans la PRIMA SECUNDA, le Traite de la loi s'insere entre le traite general sur la vertu et les vices et le traite de la grace.

On peut se demander pourquoi le traite de la loi se trouve a cet endroit precis dans la Somme et - cette question n'est pas oiseuse. Saint Thomas, dans son SCIENTIAE THEOLOGICAE nous donne un resume magistral de la Somme. Dans son introduction a ce resume, il nous dit que: Celui-la ne merite pas vraiment le nom de docteur, qui ignore l'art de la science qu'il etudie ou qu'il apprend.

Il est donc important de connaître l'ordre de la Somme, si nous voulons comprendre la matiere qui y est traitee. Si nous voulons saisir aussi bien que possible le traite de la loi, il faut voir quelle place il occupe dans le traite general compris dans la PRIMA SECUNDA. De cette seule consideration de la place qu'occupe le traite de la loi dans la Somme theologique, on peut inferer les predicats les plus communs. Les connaissent, nous pourrions mieux comprendre les conclusions particulieres qu'inferer saint Thomas.

Saint Thomas lui-meme nous donne un resume tres court, mais essentiel de la maniere de proceder. (cf. question 6, I^{er} II^o) Fin ultime - Actes humains, par lesquels nous devons atteindre cette fin ultime. Apres avoir determine la fin ultime, il est a propos de parler des actes humains par lesquels nous pouvons atteindre la fin ultime.

Les operations et les actes portent sur les singuliers, car les operations et les actes font que la fin est le bien et que le bien est dans les choses. La fin droit donc se perfectionner dans la consideration des choses in concreto.

Toute science droit proceder de l'universel au particulier, d'où la division en deux parties:

1. Consideration generale des actes humains (qui comprend toute la PRIMA SECUNDA).
2. Consideration particuliere des actes humains (qui occupe toute la PRIMA SECUNDA.)

Il divise ensuite la premiere partie dans des considerations qui valent pour tous les actes humains et la encore il divise cette partie en deux. Il considere les principes des actes humains - car on connaît mieux une chose quand on connaît le principe lui-meme dans ce qu'il est.

1. Traite des actes humains.
2. Traite des Passions (Les passions sont des actes de l'appetit sensible. Elles font que les actes sont humains par participation. Elles peuvent etre regles par la raison et peuvent etre commandees par la volonte. C'est la raison principale pourquoi le Traite des Passions intervient dans cette partie de la Somme.)

Chez l'homme, les actes qu'on appelle les passions, participent de la raison sur le plan de nos relations.

Les passions morales sont traitees dans la MORALE parce que ces actes procedent (non) seulement de la raison et de la volonte par PARTICIPATION.

Les passions sont de proprietes naturelles de la partie sensible, mais en tant que ces parties de cette partie sensible, elles ne procedent pas de facon exclusivement naturelle chez l'homme.

Donc, apres cette consideration des actes humains en eux-memes, saint Thomas les considere dans leurs principes. Il distingue entre un principe intrinseque et un principe extrinseque.

Les principes intrinseques sont ceux qui se trouvent dans l'agent lui-meme, comme les puissances. D'abord, la volonte et la raison qui sont les principes propres de l'acte humain comme puissances, elicitent ces actes. Mais, a cote des puissances et s'y ajoutant, il y a les habitus et leurs contraires qui sont les vices.

Les HABITUS sont une nouvelle determination de la puissance qui, apportant une nouvelle determination a la puissance qui, elle, n'est pas determinee dans le sens du bien ou du mal. Parce que les habits sont acquis par la reception d'actes humains licites, les habits aussi devront etre traites dans la science morale. Ce ne sont pas des determinations naturelles. Ils ne sont pas innés et ont pour principe la volonte deliberee de l'homme.

Alors - nous avons le traite general sur les habits, les vices et le peché, qui suit le traite sur les Passions.

Vient ensuite le traite sur les principes extrinseques. Donc, extrinseques a l'agent dans une certaine mesure si nous les comparons aux principes intrinseques; et, alors, il en existe deux especes:

Requisit by necessity
 Free Act
 Form
 Matter
 H. W. C. 1917

1. principe par mode d'objet de connaissance. (C'est la loi qui est une règle, une mesure);

2. principe par mode d'efficience. (C'est la grâce).

Comme dans la connaissance pratique, il est dans l'ordre de parler d'abord de la loi, ensuite, de la grâce.

Cf. Jean de saint Thomas, 1er Tome du (SOCIOLOGIQUES) THEOLOGIQUES, page 147.

«Ce qui est formel dans un acte humain, c'est le fait d'être réglé par la raison. Ce qui est matériel dans l'acte humain, c'est l'acte humain en tant qu'acte libre, volontaire»

La moralité est une détermination qui s'ajoute à l'acte libre et qui le constitue formellement humain. Seuls les actes libres sont capables de cette détermination, de cette moralité. C'est pourquoi les actes humains comme tels ne comportent aucune moralité en soi. (Leur bonté ou leur malice leur vient de la nature.) C'est une détermination purement naturelle. Tout ce qui est fait naturellement est fait par nécessité et, par conséquent, n'a pas besoin de la raison.

Chez nous, les passions ne sont pas déterminées ad unum par rapport au bien du tout. Cette indétermination permet à la raison d'intervenir et de régler les passions.

CONSIDERATION DES ACTES HUMAINS DANS LEURS PRINCIPES:

Les principes sont dits extrinsèques non pas parce qu'ils ne se trouvent en aucune façon dans l'agent, mais, ce qui est imprimé en nous vient d'un agent extrinsèque qui nous vient de l'extérieur, qui nous instruit par la loi et nous aide par la grâce.

PRINCIPES QUI NOTENT LEVEMENT COMME OBJET DE CONNAISSANCE:

Il appartiennent à la loi de nous faire connaître les choses qui doivent être faites et celles qui doivent être évitées. La grâce s'adresse surtout à la volonté et ment par mode de causalité efficiente et non pas par mode d'objet.

Cf. Question 90.

De cette seule considération de l'ordre de ce traité et de la place de la loi, nous pouvons inférer les prédicts communs touchant la loi.

Donc, par rapport aux actes humains, la loi est d'abord:

1. un principe : donc ce n'est pas elle-même un acte humain;
2. c'est un principe commun : c'est pourquoi saint Thomas en traite dans cette partie qui parle des actes humains in general;
3. c'est aussi un principe extrinsèque : parce qu'il ment par mode d'objet, par causalité formelle extrinsèque;
4. c'est un principe par mode d'objet de connaissance;
5. la loi est, par conséquent, quelque chose de la raison et non pas

(50-8-2017)

de la volonté.

Cf. Introduction à la question 6. Questions 49, 80.

La Faculté de Philosophie de l'Université Laval, 2^e, Groulx Ste-Foye, Québec, Lundi, de 9 hres à 10 hres, le 26 juin 1960.

21ème Cours

La loi, si nous la considérons dans l'ordre et la division des actes humains est un principe commun extrinsèque, et, par modo d'objet extrinsèque, est quelque chose de la raison.

Si nous considérons le traité lui-même de saint Thomas à la question 90, de la PRIMA SECUNDAE, le philosophe nous donne la division du traité de la loi. (6) principes extrinsèques des actes humains; (6) principes intrinsèques (habitus, et vices).

On peut considérer le principe extrinsèque qui incline au mal, - c'est le diable. Reste donc à traiter du principe extrinsèque qui peut mouvoir l'homme au bien, qui est Dieu, principe absolument premier et qui moule l'homme et par la loi et par la grâce. La loi est une espèce d'instruction qui a pour objet l'agir humain. On appelle la loi, principe extrinsèque, parce qu'elle dérive du principe extérieur à l'univers qui est Dieu lui-même.

La loi ne sera pas une chose dont nous sommes la cause prochaine. Ce n'est pas une chose qui dépend de l'acte humain lui-même. Les habits sont principes intrinsèques parce qu'ils dépendent de l'agent. Nous sommes cause de nos habits et de nos vices.

Donc, selon son habitude, saint Thomas procède par une considération commune de la loi et ensuite, par une opération particulière. Les parties de la loi, ce sont les espèces de la loi.

La première partie traite de la considération commune de la loi

Cf. Questions 90 à 92 inclusivement.

La considération particulière vient ensuite:

Cf. Questions 93 à 108.

Donc, dans la première partie, saint Thomas divise la loi. Il parle de l'essence, de la nature même de la loi.

Dans une seconde question qui suit logiquement, il va traiter de la différence des lois.

Enfin, dans une troisième question, il parlera des effets propres de la loi (effets de la loi en tant que loi), effets qui appartiennent à toute loi.

Pour ce qui est de la nature de la loi, saint Thomas détermine la nature de la loi dans 4 articles de la question 90. Il se pose quatre questions et la réponse à ces quatre questions doit nous donner les éléments constitutifs de la loi.

C'est à la fin de l'art. 4 qu'il va rassembler les éléments et nous donner sa définition de la loi.

Est-ce que la loi est quelque chose de la raison, - car on pourrait supposer que la loi est plutôt quelque chose de la volonté. C'est là le point à déterminer, en premier lieu.

En second lieu: De la fin de la loi.
En troisième lieu: De la cause de la loi.
Enfin, - De la promulgation de la loi.

Ces quatre choses sont nécessaires à l'existence de la loi elle-même.

Ces quatre choses peuvent cependant être ramenées à trois.

1. Saint Thomas considère la loi en elle-même:

2. Dans les deux articles suivants, il considère les principes de la loi, à savoir le principe qui est cause finale, dans le troisième article, il s'agit de la cause efficiente. Donc, - principes extrinsèques.

3. Quant au quatrième article qui constitue un article particulier où saint Thomas établit une condition nécessaire de la loi, - une condition qui est même une condition extrinsèque, mais sans laquelle il ne saurait y avoir de loi efficace. Donc, une loi capable d'atteindre sa fin. - Une loi qui n'est pas efficace n'est pas véritablement une loi. Or, pour que la loi puisse diriger, il faut qu'elle soit connue et elle l'est par le moyen de la promulgation.

Tout se définit par rapport à la fin.

Cf. Question 90, article 1.

Est-ce que la loi est quelque chose de la raison? - Saint Thomas, comme c'est son habitude, commence par se poser quatre objections assez sérieuses au premier abord.

Une première objection est fondée sur un texte de saint Paul.

Si la loi peut exister in membris, elle n'est pas quelque chose de la raison, dit saint Thomas.

Le second argument est beaucoup plus sérieux. Quand nous parlons de raison, cela peut vouloir dire trois choses, à savoir:

- 1. la puissance même de la raison
- 2. un habitus qui perfectionne la raison;
- 3. ou encore, l'acte même de la raison.

Il ne semble pas qu'il puisse avoir autre chose dans la raison. Il est sûr que la loi n'est pas la raison en tant que la puissance, de même ce n'est pas un habitus. On ne peut pas dire non plus que la loi est un acte même de la raison. Il ne suffit pas de s'adresser pour abolir la loi.

Qu'est-ce donc que la loi est en quoi la loi peut-elle être quelque chose de la raison?

Potentia
habitus
actus
operation

Dans la troisième objection (la plus sérieuse) saint Thomas fait remarquer que la loi, d'après l'opinion commune de tous les hommes, est quelque chose qui les mène à agir bien. Tout le monde est d'accord là-dessus. Justement, MOUVOIR, l'action appartient à la volonté qui est le principe moteur de tous les actes humains. Donc, si la loi est quelque chose qui mène à l'action, elle doit appartenir à la volonté qui est la puissance motrice chez l'homme.

"Ce qui plaît au prince a raison de loi". Cette affirmation des juristes confirme la règle. Malgré toutes ces objections, saint Thomas n'en exclut pas moins que la loi est véritablement quelque chose de la raison. Il s'appuie sur le fait que les deux sortes principaux commandés par la loi et qui sont propres à la loi sont deux actes de la raison. Commander est proprement un acte de la raison qui implique volonté, mais est propre à la raison.

En effet, la loi est une règle, une mesure. Tout le monde considère que la loi est une mesure, une règle, de l'ordre pratique, i.e., une mesure par rapport à l'agir humain, une mesure qui dirige, qui règle l'agir humain de l'homme. Ce n'est pas une règle, une mesure de connaissance seulement, mais une mesure d'action. Elle oblige à l'action, laquelle obligation suppose une certaine nécessité, une convenance pratique entre la fin et les moyens.

Saint Thomas a déjà démontré clairement que le principe propre de l'agir humain, c'est d'abord et avant tout la raison. Il n'est pas le seul principe mais le premier principe. La volonté ne peut vouloir que par la raison. C'est à la raison qu'il appartient d'ordonner à la fin parce que l'ordre des rapports entre plusieurs choses dont l'une dépend de l'autre, tout cela ne peut être atteint que par une connaissance formelle. La volonté qui est principe moteur, qui est un principe efficient, ne peut atteindre l'ordre et la convenance dans les choses. Tout ce qu'elle atteint, c'est le bien dans les choses. Tout cet ordre entre agent et fin, - tout cela est présupposé au mouvement de l'appétit de la volonté. La raison est tout à fait au principe. C'est pourquoi on peut dire que la raison est le premier principe des actes humains. L'homme ne pourra agir uniquement par sa seule raison. Il lui faut la volonté. Or, comme saint Thomas ajoute, dans tout genre de choses ce qui est principe du genre se trouve mesure et règle pour tout ce qui se trouve dans le genre. Tout ce qui se trouve dans le genre se trouve principe du genre.

Dans la ligne du mouvement, le mouvement tout à fait premier sera la mesure et la règle de tous les mouvements inférieurs. Et cela est vrai chaque fois que nous parlons de quelque chose qui est principe du nombre. Il ne suffit pas qu'une chose soit supérieure à une autre pour que l'on puisse appliquer le principe. C'est par l'unité que nous connaissons l'espace de chaque nombre.

Donc, si par conséquent d'une part, la raison est le principe régulateur, mensurant, principe premier et universel des actes humains en général, et que la loi aussi est un principe, une certaine mesure des actes humains, on doit nécessairement inférer que la loi est quelque chose de la raison.

Dans la réponse à la première objection, saint Thomas fait une distinction qui servira plus tard à l'occasion, à savoir la distinction entre la loi considérée dans ce qui mesure et la loi considérée dans ce qui est mesuré.

Si nous parlons de la loi en tant qu'elle est quelque chose de la raison, elle se trouve toujours dans une raison, - mais, si nous la considérons

dans ce qui est mesuré, elle n'est pas nécessairement quelque chose de la raison.

La loi : inclination in mensuratio qui dérive de la raison.

Le sujet de la loi, c'est l'appétit sensible.

Si la loi existe dans quelque chose qui a la puissance de la raison, c'est à la raison que l'on doit attribuer la loi, ce n'est pas quelque chose de la raison.

Ce n'est pas dans un sens propre que l'on parle de la loi de conscience dans les membres. Du reste, quand saint Thomas parle de la loi naturelle, il n'entend jamais la loi comme chose de la raison.

La loi proprement dite, considérée essentiellement, est toujours quelque chose de la raison et dans la raison. On peut parler de la loi des choses qui sont soumises à la raison parce que les êtres inférieurs participent d'une certaine façon de la raison des êtres supérieurs.

La loi est l'objet de la raison.

La Faculté de philosophie de l'Université Laval, 23. Chemin Ste-Foye, Québec, du 9 hres à 10 hres, le 27 juin 1960.

31ème Cours

Argument de saint Thomas : Il est admis que la loi est une certaine mesure de l'agir humain.

La loi est la mesure de tout l'agir humain. On peut donc inférer que la loi est quelque chose de la raison. Si la raison et la loi sont identiques, dans une certaine mesure, la loi est donc une certaine raison...

21ème difficulté : Il y a une certaine similitude entre l'opération même de la raison. Dans les œuvres d'art, l'édification comprend deux choses : l'acte même d'édifier et l'œuvre.

Dans la raison elle-même, il faut connaître l'existence d'un certain opus qui est d'ordre intentionnel. Quand l'intelligence connaît, elle forme à quelque chose. Aussi, nous retrouvons cela dans la raison pratique.

Dans la raison pratique, on peut découvrir quelque chose par rapport aux opérations de la vie pratique, quelque chose dit-je, qui, par rapport aux opérations de la vie pratique, ressemble ou se compare aux principes de la connaissance spéculative, par rapport aux conclusions.

La loi est une certaine proposition universelle qui regarde les opérations. Donc ce sont des propositions universelles qui regardent les opérations. Ces opérations universelles que nous appelons des lois parce qu'elles mesurent l'action; la loi, dit-je, est une proposition universelle qui non seulement est principe, mais qui mesure des opérations pratiques.

De même que les premiers principes de la science ne s'identifient pas avec l'acte même de connaître, et ces premiers principes peuvent être devant l'esprit de façon habituelle, de même pour la loi, on peut la considérer actuellement. Alors, elle est objet de l'intelligence comme telle, on bien on peut la considérer comme un acte de la raison habituelle.

On pourrait alors poser une difficulté. Est-ce que nous avons trois premiers principes des actes humains? - La raison est le principe premier.

Le fin ultime est le principe de l'agir humain, quand on veut prouver qu'il y a une fin ultime; d'autre part, nous disons que la loi est un principe universel de tout l'agir humain. Qu'est-ce qu'il en est au juste?

Il faut qu'il soit déterminé par la loi et, antérieurement à la loi, la connaissance de la fin. Cette proposition sera formée à partir de la connaissance de la fin. La fin en tant qu'objet est principe de la raison pratique. Donc, - dans la ligne de la causalité finale, - c'est la fin qui est le bien, le principe des actes humains. Quant à l'agent, c'est la raison qui est premier principe, mais elle ne peut être premier principe si elle n'est actualisée par la connaissance du bien et si elle ne se compose de propositions universelles nécessaires pour régler son action.

Donc, on a la raison qui est d'abord actualisée par la fin sous la raison de bien, et l'appétit ne peut se mouvoir ou être incliné à moins que le bien ne soit connu et présenté par la raison.

Si le bien n'est pas connu, il ne peut incliner la volonté. C'est la volonté qui va mouvoir toutes les facultés par la suite. Même les actes de la raison servent eux-mêmes impulsés par la volonté. - A noter qu'il s'agit toujours ici de la raison pratique.

La raison spéculative est une mesure commune et éloignée des actes. Elle est tout à fait étrangère à la fin. Comme le dit Aristote, l'intelligence spécialisée comme telle est universelle, immobile et ne meut pas.

D'autre part, la raison meut par mode de direction. Elle indique la direction, l'ordre, tandis que la volonté meut directement par mode d'efficacité.

La priorité finale est toujours dans le bien. Le bien lui-même ne peut être principe s'il n'est pas connu. C'est le bien connu qui meut. Par conséquent, c'est la raison qui connaît le bien, qui meut. C'est la raison déterminée par la connaissance du bien, qui est en acte par la connaissance du bien.

On ne peut parler véritablement de deux principes qui seraient deux agents distincts. Le bien par lui-même n'est pas principe. La raison par elle-même n'est pas principe. C'est le bien et la raison qui sont principes. C'est la raison et la volonté en tant que co-principes de l'agir humain qui meurent vers la fin. La raison dépendant à priorité sur la volonté.

RAISON PRATIQUE : Raison avec volonté. La raison, considérée seule, ne peut mouvoir parce que c'est une faculté de connaissances de même que la volonté ne peut mouvoir seule. Donc, la raison ne peut mouvoir qu'avec la volonté et la volonté ne peut mouvoir qu'avec la raison.

Si nous nous plaçons au point de vue des principes considérés comme cause, c'est toujours la cause finale qui est première.

Cela implique aussi la volonté, i.e., que par la formation des propositions universelles pratiques que nous appelons la loi, la volonté intervient aussi.

GALEATI, dans son petit commentaire, fait remarquer que lorsque saint Thomas parle du syllogisme de la raison pratique, il s'agit de la raison active pratique. Car on peut aussi parler de la raison pratique seulement formatrice, i.e., la connaissance des choses pratiques selon le mode des choses pratiques où la volonté n'intervient pas encore. La connaissance active pratique comprend la volonté et les vertus morales.

Le syllogisme spéculatif est tout entier dans l'intelligence. Il ne sort pas de l'intelligence.

La syllogisme pratique a ses principes dans l'intelligence d'une part. Ces principes, ce sont les lois, mais la conclusion est dans l'opération. Il ne faut donc pas confondre le syllogisme proprement pratique avec le syllogisme que nous rencontrons dans la science morale. Dans la science morale, les principes sont principes par rapport aux conclusions. Dans la science (spéculative), c'est l'opération.

Dans l'acte de la connaissance elle-même et du côté de l'intelligence, nous avons un syllogisme aussi, mais ce n'est pas un syllogisme pratique, c'est un syllogisme semblable au syllogisme pratique. Le syllogisme pratique que nous avons dans la science, la délibération, - sa conclusion propre, c'est l'élection. Donc, l'acte de volonté, l'opération.

On ne délibère pas pour connaître comme tel, mais le connaître n'est qu'un moyen pour agir, tandis qu'en science spéculative, on délibère pour connaître.

Donc, - la réponse à la troisième objection où l'on disait que la motion ou le mouvoir est quelque chose qui appartient proprement à la volonté. Donc, si la loi a la fin pour mouvoir à l'action, elle appartient à la volonté.

La vertu de mouvoir que la volonté possède est une vertu qui procède de la volonté. Si l'on veut une fin, la raison est inclinée vers la volonté à délibérer sur les moyens par rapport à la volonté. La volonté ne peut commander sans que ce commandement ne soit exécuté par la raison, par une faculté de connaissance. Pour que la loi ait raison de loi, il faut nécessairement qu'elle soit dirigée par la raison.

La volonté ne peut attendre la fin sans les moyens. C'est dans ce sens que l'on dit que la volonté du principe a valeur de loi, à savoir que la volonté doit être dirigée par la raison; autrement, la loi n'est pas une loi d'équité.

La Faculté de Philosophie de l'Université Laval, 24, Chemin Ste-Foye, Québec, le mardi, de 9 hres à 10 hres, le 28 juin 1950.

La loi est à la raison comme le principe est par rapport aux conclusions dans les sciences spéculatives. Cette proposition universelle qui est la loi, est une proposition formée en vue de diriger l'action de l'opération.

Dans la réponse à la troisième objection qui disait que la loi devait appartenir à la volonté parce que c'est le propre de la volonté de manifester.

- Sans doute, fait remarquer saint Thomas, la raison reçoit sa vertu de motion de la volonté, mais seulement en ce qui concerne la volonté de la loi, et qui, par conséquent, est postérieur à la volonté elle-même, porte sur la fin.

Comme le dit saint Thomas, de ce que quelqu'un veut la fin, la volonté veut la raison à commander les choses qui sont nécessaires à la fin. La raison est mue par la volonté pour ce qui regarde le précepte qui doit porter sur l'action. Donc, le précepte est nécessaire à la motion de la volonté sur ce point. Mais le précepte est directeur de la volonté par rapport aux moyens qui mènent à la fin. Donc, je veux une fin et, voulant une fin, je commande de la volonté, la volonté incline la raison à former des propositions universelles par rapport aux moyens. Si nous considérons la volonté en tant qu'elle incline aux moyens, elle est dirigée par ce commandement de la raison. Or ce que je veux une fin, ma volonté incline la raison après maintes délibérations, à faire une loi. Cette volonté qui veut une fin veut la raison à délibérer et à légiférer. L'intellect porte sur les moyens. Seulement la volonté ne se porte pas seulement vers la fin comme, mais aussi vers la fin qui est réalisée dans les choses et par rapport à la fin, ce sont les moyens qui deviennent principes dans l'exercice.

Donc, la volonté devra se porter également vers les moyens pour atteindre la fin et c'est la raison qui est principe par rapport à la volonté, car la volonté choisit les moyens qui lui sont indiqués par la raison. Si nous considérons la volonté par rapport aux moyens, la volonté est mue par la raison qui la dirige et suivant cet impératif, va suivre l'élaboration. C'est pourquoi nous parlons d'une direction éclairée, délibération, parce que c'est une direction dirigée par la raison.

La raison commande, détermine les moyens par rapport à la fin. Si nous considérons la volonté par rapport aux choses qui sont commandées (par conséquent la raison), alors ce commandement de la raison pour que la proposition universelle que nous appelons la loi soit valable pour la volonté, il faut évidemment que la volonté soit réglée par cette détermination de la raison.

On peut entendre que c'est la volonté du principe qui a force de loi. C'est la volonté qui veut la raison à former ses propositions universelles. Seulement cette volonté doit être réglée par la loi pour ce qui est des moyens, autrement la loi serait une loi injuste, inefficace, inutile.

Saint Thomas fait remarquer dans son Commentaire, la différence entre la raison et la volonté. L'œuvre de la raison qui regarde la loi dépend de la volonté, d'une seule manière, à savoir que l'intelligence, pour former la loi, a besoin d'être mue par la volonté qui tend vers la fin. Dans le cas de la volonté, elle est mue de deux façons par la raison :

de :

Barbin 70

1- par le bien qui est présenté par la raison

2- par la raison qui est le bien selon la causalité finale et celle, par rapport à la volonté elle-même.

La raison qui connaît le bien incline la volonté. Non seulement elle incline vers le bien, mais elle la dirige dans le choix des moyens.

La volonté dépend donc de l'intelligence de deux façons.

Après que la volonté a incliné vers la fin, nous pourrions avoir une loi injuste si la volonté, dans le choix des moyens, est dirigée par un impératif qui n'est pas conforme à la raison droite.

Article 2.

ARTICULUS II

Saint Thomas se demande si la loi est toujours ordonnée au bien commun. Donc, - nous considérons ici la cause finale de la loi.

Ici, saint Thomas soulève trois objections :

1- La 1ère : qui se tient du côté même de la loi, qui est de commander, de prohiber et de défendre. Nous savons par expérience que certains préceptes ne regardent que des biens particuliers.

2- Il ne semble pas nécessaire que toute loi soit ordonnée au bien commun. Il reste, comme le fait remarquer la 2ème objection : Si la loi a pour fin de diriger les actes humains, ceux-ci sont toujours singuliers et, en tant que singuliers et particuliers, les actes humains sont déterminés par des fins particulières. Donc, la loi est déterminée par des biens particuliers, des fins singulières puisque elle doit diriger les opérations particulières des hommes.

3- Et enfin, un texte d'Aristote : si la loi consiste dans quelque chose de la raison, la loi sera tout ce qui est constitué par la raison. Or, la raison ne considère pas seulement ce qui est ordonné au bien commun. Donc on peut avoir des lois qui ne soient pas ordonnées au bien commun.

Toute loi, d'après saint Thomas, est ordonnée au bien commun. Les préceptes qui portent sur les biens particuliers ne sont pas des lois au sens strict, au sens parfait, et, du reste, ils ne peuvent obliger que dans la mesure où on peut les ramener au bien commun. Ils ne peuvent donc avoir vertu de loi que si l'on peut les subordonner au bien commun.

La loi appartient à ce qui est principe des actes humains. La loi appartient donc à la raison. Or, nous pouvons faire une comparaison entre la volonté qui est principe des actes humains et l'objet même de la raison, quelque chose qui est contenu dans la raison. De même que la raison est principe des actes humains, de même dans la raison elle-même, on trouve quelque chose qui sera principe de tout le reste, c'est-à-dire de tout ce qui est contenu dans la raison. Ce principe, c'est la fin ultime. Tout le reste signifie tous les autres biens.

La raison comme telle est principe des actes humains parce qu'elle est

la première dans le genre des actes humains. De même, si nous considérons l'objet, ce qui sera principe dans la ligne de l'objet sera principe par rapport à tout le reste. Si nous considérons la fin ultime, qui est première dans la ligne de l'objet, alors, la fin ultime sera principe par rapport à toutes les fins particulières.

Donc, rien ne peut être bon, si cela n'est pas en même temps contenu sous la fin ultime. Tout le reste aura raison de bien en vertu de la fin ultime.

Par conséquent, plus la loi est quelque chose de la raison, on doit inférer que la loi doit être quelque chose qui regarde la fin ultime. Ce qui est principe premier dans les choses opérables, dans le genre opérable, c'est la fin ultime. Car les opérations sont objets de la raison pratique. La fin ultime c'est la béatitude. Par conséquent toute loi devra nécessairement être portée en vue de la béatitude ou de la fin ultime.

La loi regarde les moyens par rapport à la fin. Les actes humains sont le moyen d'atteindre la fin ultime. Le bien commun, la béatitude. D'autre part, dans un tout chaque partie est ordonnée au tout comme l'imparfait est ordonné au parfait. Or de même, l'homme individuel est une partie de la communauté humaine, laquelle est parfaite dans la société civile sur le plan naturel. Par conséquent, il est nécessaire que la loi regarde l'ordre au bien commun de la communauté humaine. Donc, la loi est ordonnée au bien commun de la communauté humaine.

C'est pourquoi quand Aristote parle de la loi, il en parle toujours à l'occasion de la société, de la communauté politique (la société humaine parfaite).

Ce qui est premier est principe de tout le reste et, tout le reste n'est tel qu'en raison de ce qui est premier. Ce qui, dans le genre, réalise le plus parfaitement la perfection du genre, sera principe par rapport à toutes les autres choses qui sont dans le genre et qui réalisent le plus parfaitement la perfection.

Dans le genre GRAND c'est le feu qui possède le plus parfaitement le principe de la chaleur. Tous les autres corps ne peuvent être chauds que s'ils participent de la chaleur du feu. De même, dans le genre de bien, c'est la bien-parté qui est principe de tous les autres biens. C'est la fin ultime qui est principe de toutes les autres fins particulières. Donc, puisque la loi, par définition, dit ordre au bien commun, aucun précepte portant sur une fin particulière ne pourra avoir force de loi si cette fin particulière n'est pas ordonnée au bien commun. Donc, cette fin particulière n'est pas une fin particulière particulière de la fin ultime. Aucun précepte ne pourra avoir raison de loi si la fin particulière sur laquelle il porte n'est pas elle-même ordonnée à la fin ultime, au bien commun. Et, par conséquent, toute loi est ordonnée au bien commun.

L'imperium comporte comparaison, ordre. C'est l'acte de la raison pratique. Ordre comprend toujours relation entre deux termes et seule la raison peut porter là-dessus. Tout ce qui comporte une motion efficiente par rapport à la raison ment la volonté. Préceptes peut avoir raison de loi dans la mesure où l'on peut rattacher ce précepte à la fin commune.

Pour qu'une loi ait force de loi, on doit pouvoir la retracer jusqu'au

bien commun. Alors, si un précepte quelconque peut être rattaché au bien commun comme tel, il peut avoir force de loi.

Nous pouvons entendre par conséquent par précepte, une application particulière de la loi et alors, le précepte a force de loi parce que ce n'est que l'application de la loi elle-même. La loi est une proposition universelle la loi ne comporte pas elle-même tous les singuliers, mais elle les contient tous en puissance. On peut appeler précepte l'acte par lequel on applique la loi à un cas particulier. Lorsque le juge applique la loi à un cas particulier, il ne sort pas de la loi elle-même. Son application de la loi doit être en vue du bien commun. Donc, la loi regarde les singuliers dans sa formulation universelle elle atteint les singuliers dans l'application qu'en font les hommes aux choses singulières.

La *Philosophie de l'université* de l'université de Louvain, 24, Chemin Ste-Doyle, 1360es, 1960, de 9 h à 10 h, le 29 juin 1960.

Sixième Cours

Nous avons vu que la loi, puisqu'elle était règle et mesure de l'agir humain, devait nécessairement être portée en vue du bien commun. Elle est la fin ultime de tous les opérables. Donc, dans la ligne des objets, c'est la béatitude qui est le principe de tout le reste.

Si la loi est une règle et une mesure par rapport à ces choses, il faut que la loi dise ordre au principe par rapport à ces choses. Seul le principe dans un genre est règle et mesure. C'est pourquoi la loi doit toujours dire ordre au bien commun. Quand la loi est ordonnée à des fins particulières elle ne peut conserver la raison de loi que si cette direction qu'elle imprime à des fins particulières est en dernier ressort ordonnée au bien commun. Donc, elle dirige les biens particuliers dans la mesure où les biens particuliers sont ordonnés au bien commun.

On peut entendre par précepte, l'application même de la loi qui est loi générale, à des biens ou à des fins particulières. Or, le bien commun est un ordre qu'on peut appliquer aux fins particulières, aux biens particuliers parce que les biens particuliers eux-mêmes sont ordonnés au bien commun. C'est que le bien commun est la fin ultime dépend de ces biens particuliers non pas que le bien commun soit inférieur au bien particulier, mais en tant que le fondement dépend des murs qui sont ses parties. C'est pourquoi il pourra exister des préceptes mais ces préceptes ne peuvent avoir force de loi que si les choses qu'ils dirigent ou régissent sont subordonnées au bien commun.

Or, comme je l'ai vu entendre la réponse au deuxième argument, les opérations sont singulières et ce que la loi doit diriger, ce sont les opérations singulières. Il s'agit de conseils finals. Donc ce n'est pas une communauté de prédication, mais une communauté de causalité proprement dite dont les biens particuliers ne sont pas contenus sous un genre. Les biens particuliers sont contenus sous le bien commun dans la mesure où ils n'ont de bonté qu'en raison de leur bien commun. Donc, en vertu d'une véritable causalité.

Enfin, la réponse aux troisième objections: De même que dans la science

de spéculative, rien ne peut être tenu ferme dans la conclusion si on ne peut résoudre la conclusion aux principes premiers indéterminables, de même dans les choses de l'agir humain on ne peut avoir d'ordination qui ait valeur de loi si les choses de cette ordination règle ne sont pas raisonnables et ne peuvent être raisonnables au bien commun.

Dans toute ordination qu'on pourra rattacher au bien commun aura raison de loi autrement on aura affaire qu'à de simples préceptes sans rapport déterminés au bien commun.

Voilà pour le principe en tant que comme finale de la loi comme telle. La loi ne peut exister comme loi que dans la mesure où elle est ordonnée au bien commun. Cela est exigé pour la nature même et l'essence de la loi. Nous pourrions nous demander en nous plaçant du côté de la rationalité effective quel est celui qui peut faire des lois? - ou encore quelle raison peut être cause et principe de la loi? - Et c'est que c'est la loi de n'importe quel peut être cause formelle de la loi, car c'est à partir de la fin de la loi qu'on peut démontrer tous les autres éléments de la définition.

Il ne peut donc appartenir à n'importe quel de faire des lois comme il n'appartient pas à n'importe quel de gouverner. Puisque la loi est une ordination au bien commun et puisque l'acte ordonné au bien commun appartient au chef, il est clair que seul le chef pourra faire des lois.

C'est toute la multitude qui est ordonnée au bien commun. Tout acte qui regarde l'ordination au bien commun est un acte qui ordonne la multitude ou encore celui qui représente la multitude.

Éléments: regarde l'ordre au bien commun. Au bien cela appartient à la multitude elle-même comme tout puisque le bien commun est le bien d'abord de tous et le bien des parties secondairement. Le bien commun est d'abord le bien du tout.

Au à celui qui représente la multitude: Donc, c'est pourquoi le chef d'état doit toujours voir au bien commun comme à son bien propre. En tant que représentant du bien commun, du tout, le bien commun est son autre personne en quelque sorte.

Donc, l'acte de faire des lois ou bien appartient à toute la multitude comme tout, ou bien à quelqu'un qui représente la multitude. D'où on parle de personne publique. C'est à celui à qui appartient la fin en propre qu'il appartient de gouverner et d'ordonner par rapport à cette fin. Donc, le bien commun est le bien propre de la multitude elle-même, ou de celui qui représente la multitude.

La loi est une règle commune. Elle doit être réglée elle-même pour ordonner au bien commun de la multitude. Par conséquent c'est celui qui représente la multitude elle-même qui a le droit de faire des lois.

En principe, et si nous nous appuyons sur la méthode de saint Thomas, cela peut s'appliquer à toute loi en général. Donc, par conséquent, aucune personne privée ne peut être principe et cause de loi. La personne privée au tant que telle a une fin qui lui est propre, mais cette fin n'est pas propre à toute la multitude. Si à l'individu, ni au chef de famille il appartient de faire des

lois proprement dites. Le chef de famille peut commander à ses enfants par mode de préceptes, mais ses commandements n'ont pas force de loi. C'est pourquoi, à l'occasion, si ses commandements ne sont pas obliés, il faudra qu'il en appelle à la loi en dernier ressort. La loi proprement dite pourra user de sanctions particulières pour que les individus soient détournés du mal et pour les obliger à poser des actes vertueux.

Toujours parce que la personne privée comme telle ne représente pas la multitude, elle n'a pas en elle-même toute la multitude. La loi pour être efficace doit pouvoir aboutir à l'action elle-même.

Cf. Question 92, article 2.

Seul le pouvoir public peut infliger certaines sanctions, et aucun autre que le pouvoir public ne peut imposer ces sanctions.

De même que le principe de la société est le gouvernement de la société, de même le père de famille est le gouvernement de la maison. Seul le principe dans la société peut porter des lois. L'individu fait partie de la famille et les familles font partie de la société civile. Dans le genre humain, la cité (société civile proprement dite) constitue une communauté parfaite. Elle comprend toutes les autres communautés.

Le bien d'un seul homme n'est pas la fin ultime de la société, autrement cet homme ne serait lui-même qu'un tyran. Il n'y a que celui qui constitue son bien privé comme bien commun. Le bien privé n'est pas le bien de tous les hommes. Ses préceptes ne peuvent avoir raison de loi proprement dite parce qu'ils ne constituent pas un ordre du bien commun, mais un bien particulier.

Le bien commun de la famille n'est pas un bien commun SAPIENTER, mais SECUNDUM QUID. Seul le bien commun de la société civile est un bien commun SAPIENTER, parce que seule la société civile est une société parfaite. Ce ne va pas au delà.

Article 4.

Saint Thomas détermine le dernier élément de la définition de la loi qui est plutôt une condition sine qua non de l'efficacité de la loi, à savoir: LA PROMULGATION.

Est-ce que la promulgation est nécessaire? Est-ce qu'elle est de la raison de la loi en ce sens qu'une loi ne serait véritablement loi que si elle est promulguée?

1ère objection: la loi naturelle elle-même.

La loi naturelle est plus parfaitement loi que la loi positive humaine. Elle n'a pas besoin de la promulgation. Donc, la promulgation n'est pas de la raison même de la loi. D'autre part, si nous considérons la pratique des hommes, la loi oblige tout le monde.

Dire que la loi est promulguée Il y a un certain nombre de gens qui ont reçu la promulgation. La loi vaut quand même pour ceux qui n'ont pas en-

tendu les décrets. La loi peut obliger sans que la promulgation ait été effectuée par rapport à un certain groupe de citoyens. La promulgation de la loi ne peut pas être de la raison même de la loi qui s'étend au futur. La promulgation regarde uniquement le présent. La promulgation est absolument nécessaire à la raison même de la loi comme telle aucune loi n'est véritablement loi que si elle est promulguée, parce que la loi est une règle, une mesure pour l'opération.

La Faculté de Philosophie de l'Université Laval, 22, Chemin Ste-Foye, Québec, Vendredi, de 9 hres à 10 hres, le 30 juin 1950.

6ème Cours

Saint Thomas enseigne que la promulgation est absolument nécessaire pour que la loi puisse posséder sa vertu propre de loi.

La promulgation est nécessaire parce que sans elle la loi n'aurait pas sa vertu propre qui est de diriger. Pour que la loi ait vertu d'obliger, - par définition elle doit régler les actes humains in concreto - il faut donc qu'elle soit appliquée aux hommes qu'elle doit diriger. De même que toute cause, pour qu'elle puisse exercer sa causalité, elle doit être appliquée à la chose sur laquelle elle doit exercer sa causalité. Le bien ne peut recevoir l'apport, si il n'est pas en contact avec l'apport par la communication. De même la loi ne peut exercer sa vertu propre de loi si elle n'est pas mise en contact avec les hommes qu'elle a pour fin principale et prochaine, de diriger. Ce contact de la loi avec les hommes humains, se fait par la promulgation.

L'acte par lequel la loi devient connue au sujet : promulgation.

En d'autres termes, il faut que la loi soit connue pour qu'elle soit connue. Il faut de la part de celui qui la fait, il faut que le législateur pose certains actes qui sont nécessaires pour cette promulgation. Donc, une loi qui n'est pas promulguée n'est pas encore une loi. C'est une loi virtuelle, en puissance, mais ce n'est pas encore une véritable loi.

Si d'autre part nous ajoutons qu'il est de la nature de la loi de diriger, la loi n'est pas quelque chose d'indifférent. Dans le cas de la loi, ce n'est pas du tout indifférent: ou elle est promulguée, ou elle ne l'est pas.

Saint Thomas infère de ces quatre articles, la définition de la loi. La loi est une certaine ordonnance de la raison vers le bien commun (comme finale) par celui qui incombe le bien de la communauté (cause efficiente). Elle doit de plus être promulguée.

La première objection était fondée sur l'existence de la loi naturelle qui n'est pas promulguée. Donc, - la loi naturelle n'a pas besoin de promulgation. Saint Thomas répond très simplement: la loi naturelle est promulguée d'une certaine façon. Elle nous est connue dans l'univers naturel et du moment que nous connaissons l'univers naturel, nous connaissons la loi naturelle. De même que nous connaissons les premiers principes de la science, du fait que nous connaissons les choses, de même nous connaissons les premiers principes de l'acquisition de la loi, du fait que nous sommes en contact avec les choses naturelles.

La deuxième objection est dite qu'il appartient à la loi proprement dite

d'obliger à faire ou à ne pas faire quelque chose. Alors en fait, nous savons par expérience que tous les sujets sont obligés par la loi, qu'ils la connaissent ou non. L'ignorance de la loi n'est pas une excuse. Donc, la promulgation n'est pas absolument nécessaire.

La loi oblige tous ceux qui ont connaissance de la loi ou qui pourraient l'avoir soit par eux-mêmes soit par autrui. La promulgation comprend non seulement l'annonce verbale, mais aussi tout moyen indirect de venir en connaissance avec la loi. On présuppose que cette promulgation peut être connue par tous les citoyens. Il faut ajouter qu'il peut exister une certaine ignorance de la loi, qui n'est pas coupable. Si l'erreur que quelqu'un introduit en particulier, sans qu'il y ait de sa faute, ignore complètement la loi, eh bien, la loi n'oblige pas. La loi n'est pas loi pour lui. Encore une fois, il appartient au législateur de promulguer la loi pour qu'elle soit connue par tout le monde. L'ignorance de la loi n'excuse pas.

Cf. Commentaire de Cajetan.

Donc, ceux qui sont absents de la promulgation et qui étaient absents sans aucune culpabilité de leur part, ceux-là ignorent la loi dans la mesure où ils n'étaient pas présents. La promulgation peut être connue par tous les par ceux qui étaient présents. La loi oblige toujours ceux qui l'ignorent soit par négligence des autorités, soit par négligence ou ignorance coupable.

Comme le fait remarquer Cajetan possibilité politique et non pas possibilité juridique juridique. Il s'agit d'une possibilité dans l'ordre du réel et de l'action humaine.

On peut se demander, comme remarque généralement après avoir parcouru ces quatre articles, si la définition que donne saint Thomas, de la loi est une définition de la loi en général ou de la loi humaine?

On est sous l'impression que saint Thomas pense à la loi humaine. D'autre part, il n'y a pas que la loi humaine qui existe. Il y a également la loi éternelle, loi positive, etc... Par conséquent, il semblerait que saint Thomas a voulu définir la loi en général et, il n'aurait qu'à définir la loi humaine.

Et c'est que cette définition s'applique aux autres lois? L'intention de saint Thomas est de donner une définition générale de la loi. Il dit lui-même qu'il définit la loi in commun. À ce sujet, saint Thomas qui veut loi désigner la notion commune de la loi, ne pouvait pas le bien faire sans s'appuyer sur la loi humaine.

La loi est une notion analogue. Or, quand il s'agit de désigner une notion analogue, il faut s'appuyer principalement et principalement sur l'analogue qui nous est le plus connu, et non seulement sur l'analogue qui est premier quel que soit. C'est la loi éternelle qui est l'analogue principal considéré. Mais, parce que c'est elle qui est la plus parfaite par la loi et qui est la plus connue par rapport aux autres lois. Par rapport à nous, l'analogue premier, c'est la loi humaine. C'est de la loi humaine qu'il faut partir si nous voulons désigner une notion commune de la loi qui sera applicable à toute loi.

On présuppose que nous avons une certaine connaissance déformée d'un

ou de deux analogues. Ici, saint Thomas préjuge que nous avons une certaine connaissance des lois. Il s'appuie toujours sur la loi humaine et il ne fait pas abstraction des analogues. Donc, la définition qu'il donne, qui peut s'appliquer très parfaitement à la loi humaine, reste indéterminée par rapport aux autres lois. La RATION peut s'entendre et de la raison humaine et de la raison divine. Le bien commun peut s'entendre du bien de l'univers ou du bien de l'Église.

La loi éternelle, la loi naturelle, la loi humaine, toute loi est promulguée.

Cf. Commentaires de Cajetan sur le troisième article.

C'est à celui qui représente la multitude qu'il appartient de faire les lois.

Qu'est-ce que saint Thomas entend par MULTITUDE et que doit-on entendre par CELUI QUI REPRÉSENTE LA MULTITUDE? Ou bien c'est toute la multitude, ou bien c'est celui qui représente la multitude, qui fait la loi.

Au premier abord, dit Cajetan, cela paraît faux. D'abord, si nous considérons la loi en Dieu. On a Dieu qui gouverne tout l'univers mais Dieu n'est pas le vicair de l'univers. Ce n'est pas l'univers qui a choisi Dieu pour le gouverner. De même, le pape n'est pas le vicair de la multitude des catholiques. Ce ne sont pas les catholiques qui font le pape. C'est Dieu lui-même qui fait le pape. On peut en dire autant du père de famille qui n'est pas le vicair de ses enfants. Ce ne sont pas les enfants qui choisissent leur père.

Cajetan fait remarquer qu'on peut entendre ces mots en deux façons: ou bien on peut prendre les mots dans leur sens propre et alors on dira que saint Thomas parle seulement d'une multitude humaine parfaite; ou bien sur le plan naturel seulement.

La Faculté de Philosophie de l'Université Laval, 2e, Chemin Ste-Roye, Québec, Samedi, de 9 hres à 10 hres, le 1er juillet 1950.

71ème Cours

Article 3.

Est-ce que c'est n'importe quelle raison qui peut être cause de la loi?

Cajetan avait soulevé une difficulté: à savoir, ordonner quelque chose au bien commun appartenait ou bien à la multitude, tout entière, ou bien à celui qui représente la multitude. À ce sujet, Cajetan fait remarquer qu'apparemment, cette proposition est fautive parce qu'on ne peut l'appliquer à Dieu qui n'est pas le représentant de l'univers, au pape qui n'est pas le représentant des catholiques, ni au père de famille qui n'est pas le représentant de ses enfants. On peut répondre à cette question de deux manières: ou bien au sens propre des mots; cette proposition sera vraie si on l'entend d'une multitude dans l'ordre naturel, et d'une multitude parfaite, dans l'ordre purement humain. Donc le genre humain, personne n'est naturellement chef sinon la multitude elle-même, parce que c'est la multitude elle-même qui regarde principalement per se, le bien commun. C'est donc, en premier lieu, la multitude elle-même et en second lieu,

celui qui représente la multitude. Le "principe" est désigné de la multitude.

Source de l'autorité civile : - Dans la multitude elle-même.

Pour ce qui est de Dieu, du pape et du chef de famille, on peut répondre avec saint Thomas; que Dieu et le pape sont en dehors de la multitude purement humaine. Ils sont en dehors de l'ordre humain proprement dit. Quant au père de famille, il n'est chef que d'une société imparfaite. On l'exclut donc sous ce rapport.

On bien on peut répondre de façon plus formelle; quand saint Thomas parle de vicairie, il ne se limite pas au simple désigné d'une multitude, mais il veut entendre par là quiconque, de quelque manière que ce soit, dirige une multitude par rapport à son bien commun; quiconque peut remplir la fonction de diriger et d'ordonner une multitude à sa fin. Dans ce sens, la proposition de saint Thomas ne dit également de Dieu, du pape, du chef d'Etat, etc.

Il est clair que Dieu est capable d'ordonner une multitude à son bien commun, encore mieux que la multitude elle-même. Donc il est vicaires généraux d'une façon présente. De même le Christ par rapport à l'Eglise elle-même, peut la diriger de façon présente beaucoup mieux que l'Eglise puisse, en dehors du Christ, le faire elle-même. Ici, le pape est vicaire, mais du Christ et non de la multitude, et dans cette mesure, il peut diriger l'Eglise d'une façon présente. L'Eglise est nécessairement une monarchie absolue.

De même dans l'ordre humain et naturel, le père de famille n'est pas vicaire de ses enfants, mais c'est à lui qu'il appartient d'ordonner la famille à son bien propre. Ici, la désignation du pouvoir du père de famille lui lui-même. C'est ce que saint Paul veut dire quand il dit que toute autorité vient de Dieu. Dieu agit par les causes secondes.

Saint Thomas veut dire par VICERS GENERAUX, celui à qui il appartient de voir au bien commun, celui à qui il appartient de faire des lois.

Or, étant, pour terminer, ajoute: Toute la multitude, sous le soin de celui qui est législateur... La fin propre du législateur sera la fin propre de la multitude. La fin propre de la communauté comme telle c'est manifestement le bien commun. Le bien commun est le bien propre du législateur lui-même. C'est pourquoi la justice légale exige qu'on témoigne au législateur lui-même respect qu'on doit témoigner à la multitude entière. Celui qui fait injure au chef d'Etat doit être puni sévèrement, plus sévèrement que celui qui injure au simple citoyen. L'injure doit être traitée en conséquence, parce que c'est toute la multitude qui est injuriée dans celui qui la représente. Saint Thomas veut de Dieu. Donc, il a sur ceux de Dieu un mérite adéquat au bien commun lui-même qu'il a pour fonction de procurer et de conserver, car le mérite se définit par rapport au bien.

21ème question où saint Thomas se demande s'il existe une loi éternelle, une loi humaine, une loi civile - Cette question porte seulement sur le 1er. On ne peut déterminer le QUID SIT avant de déterminer du AD EST.

Article 1.

Est-ce qu'il existe une loi éternelle?

On pourrait en douter pour les raisons suivantes:

1ère objection : Toute loi est imposée à quelqu'un ou à quelque chose par définition même, puisqu'elle est une mesure et une règle pour les opérations. Mais, il n'a pas existé de toute éternité, des sujets auxquels la loi éternelle aurait pu s'appliquer. Donc, il ne semble pas qu'on puisse parler de loi éternelle.

21ème objection : s'appuie sur la nécessité de la promulgation de la loi. Il semble bien que la loi éternelle n'a pas de promulgation, du moins cette promulgation ne pouvait être éternelle. Par conséquent, la loi éternelle n'existe pas.

31ème objection : se fonde sur le fait que la loi est ordonnée à la fin par la définition. Si la loi est ordonnée à la fin, elle ne peut exister de loi éternelle parce que rien de ce qui est éternel ne peut être ordonné à une fin. Tout ce qui est éternel est identique à Dieu qui est la fin SIBI-IPSE de tout. Tout ce qui est ordonné à Dieu qui est la fin elle-même. Une loi qui se rapporte à une fin est inférieure à la fin elle-même. Une loi qui se rapporte à quelque fin ne pourrait être éternelle.

Saint Thomas répond en rappelant la définition de la loi, à savoir, quelque chose de la raison qui est le dictamen de la raison pratique.

GOVERNARE : ordonner au bien commun.

Si nous supposons, comme il a été prouvé dans la première partie de la Somme, que l'univers est gouverné par la Providence divine;

CF. Prima Pars, question 22, article 1.

Donc, si nous supposons que le monde est gouverné par la Providence divine, il faut supposer que toute la communauté de l'univers est gouvernée par la raison divine, parce que la providence aussi est aliquis divinae. Par la LOI ETERNELLE, on n'entend pas autre chose que cette ratio divina du gouvernement des choses. La raison divine, nous l'appelons; LOI ETERNELLE. "Beati-elle" parce que Dieu ne conçoit rien in tempore. Cette loi doit être "éternelle" parce que toute conception de l'intellect même de Dieu est éternelle. Par conséquent, la loi éternelle sera une ordonnance de tout l'univers. La loi éternelle n'existera pas de la même façon dans les brutes, les hommes. On aura des êtres qui seront réglés rationnellement: les hommes; et irratiocinables: les brutes et ceux qui n'ont pas de raison.

En réponse à la première objection, saint Thomas va dire que les choses qui n'existent pas encore en elles-mêmes, existent en Dieu parce qu'elles sont connues de Dieu, de toute éternité.

La loi qui gouverne le monde est dite "éternelle" dans la mesure où

l'univers est pré-ordonné de toute éternité dans l'intelligence divine.

Pour ce qui est de la seconde objection, il faut faire une distinction. On peut parler d'une promulgation intérieure de la loi elle-même, qui se fait par le Verbe.

La promulgation peut se faire soit par le Verbe, soit par l'écriture. On peut dire que la loi éternelle est promulguée selon ces deux modes : en Dieu, et au Livre de Vie (qui est quelque chose d'éternel en Dieu).

On voit dans quel sens la loi éternelle est loi et dans quel sens on la dit "éternelle" et pour quelles raisons.

De même, pour la troisième objection on peut entendre par être ordonné à la fin, de deux façons :

On bien la loi dit ordre à la fin de façon active ;

On bien la loi dit ordre à la fin de façon passive.

En ce sens que par elle toutes choses sont ordonnées à la fin. Mais on ne peut pas dire que la loi comme telle est ordonnée à la fin passive en ce sens que, elle-même serait ordonnée à la fin de soi et par soi. DE SOI, une loi n'est pas ordonnée à la fin de façon passive ; il suffit qu'elle dirige elle-même à la fin de façon active. Puisque la fin du gouvernement de Dieu, c'est Dieu lui-même, la loi divine n'est pas ordonnée à la fin passive, mais à la fin active. Toutes choses créées sont ordonnées à Dieu lui-même qui est fin ultime. C'est la raison divine qui ordonne toutes choses de façon active, à Dieu lui-même.

Article 2.

Existe-t-il une loi naturelle ?

Dans le sens de la loi naturelle, on peut apporter trois objections assez sérieuses :

La première raison pour laquelle elle ne semble pas nécessaire, c'est que nous avons posé une loi éternelle. On ne voit pas pourquoi la loi éternelle ne suffirait pas pour diriger les actes humains (à fortiori puisque la loi éternelle est la plus parfaite).

La seconde objection porte sur le terme NATURALIS. Or, l'ordination des actes humains n'est pas une ordination naturelle pour la raison et la volonté. L'homme n'est pas dirigé par nature. Alors, pourquoi parler de loi naturelle ? (Il ne s'agit pas ici des lois physiques lesquelles ne sont pas des lois au sens propre).

La troisième objection nous dit que l'homme est plus libre que l'animal. Or, puisqu'il n'existe pas de loi naturelle pour les animaux, il ne devrait pas en exister une pour l'homme, qui est plus déterminé, plus parfait que l'animal.

La Faculté de Philosophie de l'Université Laval, 2^e, Chemin Ste-Foye, Québec, Lundi, de 9 hres à 10 hres, le 3 juillet 1980.

Baker

8ième Cours

Le troisième argument est fondé sur la liberté de l'homme ; à fortiori, l'homme est plus libre que les animaux. Donc, il n'a pas besoin de la loi naturelle.

Saint Thomas répond en citant saint Paul, - que les nations qui n'ont pas encore de lois écrites ont au moins la loi naturelle.

On peut également s'appuyer sur l'écriture pour démontrer l'existence de la loi naturelle.

Loi éternelle et loi naturelle, sous un certain rapport, sont distinctes et sous un autre rapport, elles sont la même chose.

Pour reprendre le même principe, la loi est une règle et une mesure. Or, toute règle et toute mesure peut se trouver dans quelque chose de deux manières différentes, - de même que la loi est dans celui qui règle ou dans celui qui est réglé car celui qui est réglé, participe en quelque sorte de la mesure. Or, nous avons vu que toutes choses sont soumises à la Providence et, donc à la loi éternelle. Par conséquent, il est manifeste aussi que toute chose participe aussi à la loi éternelle. On peut parler de la loi éternelle considérée en Dieu la règle, et la loi éternelle considérée dans les choses qui sont mesurées par la loi éternelle ; mais on ne peut parler immédiatement de la loi naturelle parce que ce n'est pas n'importe quelle participation qui constitue la loi éternelle au sens strict.

Parallèlement les êtres de l'univers il y en a de raisonnables, d'autres, de non-raisonnables. Cette loi sera reçue ou participée de façon ou raisonnable ou non-raisonnable. Alors, il est clair que c'est l'homme, être raisonnable, qui participe à la loi éternelle de façon la plus parfaite.

Nous définissons la loi comme étant aliquid rationis ; la participation d'une loi supérieure ne peut être dite loi si elle n'est pas dans quelque raison. Elle n'est pas aliquid rationis dans les animaux, parce que ceux-ci n'ont pas de raison et saint Thomas appelle la loi naturelle, - en tant que participée par la raison.

On ne peut identifier la loi naturelle avec n'importe quelle ratio, parce que cette participation ne peut avoir raison de loi que dans une raison. On a cette participation de la loi éternelle dans les autres êtres, qui les dirige à leur fin, mais il manque à cette inclination, cet aliquid rationis. C'est cette participation de la loi éternelle dans la raison, qui donne à la raison et à la volonté humaine, cette inclination vers l'acte qui leur convient et vers la fin.

La loi naturelle : participation de la loi éternelle dans une créature raisonnable.

Argument par la loi naturelle, il s'agit toujours de loi par rapport à la créature raisonnable et non pas n'importe quelle détermination physique des êtres naturels. Alors, il est facile de répondre à la première objection à savoir que l'ordre naturel suffit.

La loi naturelle n'est pas autre chose que la loi éternelle en tant que participée dans la créature raisonnable. Donc, elle diffère de la loi 6-ternelle comme le mesuré diffère de la mesure. La loi naturelle, comme participation de la loi éternelle, n'a pas la même ampleur.

La loi éternelle s'étend à tout ce qui existe ou qui peut exister. La loi naturelle se limite à la ratio humana.

Réponse à la 2^{ème} objection : Si l'on posait une loi naturelle qui serait réglée des actes humains, on donnerait comme cause la loi naturelle et non pas la raison libre.

Cette objection permet à saint Thomas de faire quelques prévisions. - Chez nous, l'agir humain proprement dit s'encadre dans la nature. De même que les principes de l'argumentation ou du raisonnement sont des principes premiers, de même les principes de l'agir nous sont connus nécessairement et ce sont ces principes qui sont mesure de tout l'agir humain.

Toute opération chez nous, en dernier ressort doit dériver de la nature. Rien n'existe sans la nature. C'est pourquoi l'intellect des principes, on appelle cela un HABITUS naturel.

La raison a une inclination naturelle à cette sorte d'opération. De même l'inclination au bien parfait est une inclination naturelle et non pas une inclination libre et délibérée et cette inclination est le principe de tout l'agir humain. C'est en raison de cette inclination naturelle au bien que nous délibérons ensuite sur les moyens d'atteindre le bonheur et la fin ultime.

Tout l'ordre moral est construit sur la synthèse comme l'ordre spéculatif sur les premiers principes.

Tout l'agir humain est suspendu à l'inclination naturelle de la volonté au bien. Non seulement il existe une loi naturelle, mais elle va constituer la première règle, la première mesure. C'est elle qui va mesurer toute loi positive. Toute loi positive doit être conforme à la loi éternelle par le moyen de la loi naturelle. Donc, tout ce qui est conforme à la loi naturelle est conforme du même coup à la loi éternelle.

Pour ce qui est du troisième argument, saint Thomas fait remarquer que les animaux participent de la loi éternelle selon leur mode d'être propre qui est un mode d'être non-raisonnable. Or, l'animal ne participe pas de la loi éternelle rationnellement. On parle par métaphore quand on parle de loi physiques.

Tout homme peut connaître naturellement que certaines choses sont bien et que certaines autres sont mal. Nous n'avons pas seulement une connaissance spéculative du bien, car alors, il ne serait pas un premier principe de la raison pratique.

Cette connaissance pratique des premiers principes peut être corrompue dans une certaine mesure. Toute loi humaine est muable d'une certaine manière. C'est pourquoi dans certaines occasions, même les hommes les plus corrom-

pus vont ressentir cette inclination vers ce qui est bien. La nature reprend le dessus, du moins pour un certain temps.

L'inclination au bien incommuni est tout à fait indéroutable. Elle ne peut disparaître qu'avec la nature elle-même. L'homme, même le plus corrompu, en posant un acte, tend vers quelque chose qui lui paraît être un bien. Même celui qui se suicide tend vers le bien, parce que l'inclination à éviter le mal est à peu près identique à l'inclination à tendre au bien. Celui qui se suicide ne poursuit pas la mort, mais il veut éviter le mal que la vie comporte pour lui. C'est la misère même qu'il croit éviter en se donnant la mort. Il ne pourrait pas la mort pour elle-même. Donc, cette loi naturelle est tout à fait fondamentale. Elle est la mesure première de tout l'agir humain. C'est pourquoi la loi positive devra toujours être conforme à la loi naturelle. Absolument parlant, cette loi positive qui est construite à la loi naturelle, n'est pas une loi. Elle peut être une loi secundum quid mais non simpliciter. C'est pourquoi saint Thomas en parle avec la loi humaine.

La loi positive, nous l'appelons proprement "humaine" parce qu'elle a pour principe la raison délibérative. Ce n'est pas une loi que nous atteignons par nature. Elle ne regarde pas des biens que nous désirons naturellement. C'est une loi que la raison humaine constitue par délibération et qui porte sur des fins particulières qui ne sont pas du tout déterminées par nature, mais qui doivent être conformes à la nature (il faut que la raison discorde pour voir une certaine conformité de ces lois à la fin ultime).

La première objection contre l'existence de la loi humaine est la même que nous avons apportée dans l'article précédent. La loi éternelle suffirait pour régler l'agir humain. Donc, nous n'avons pas besoin de loi naturelle.

La seconde objection se fonde sur une conclusion de l'ordre spéculatif et de la raison pratique. Chez l'homme la raison humaine est mesurée par les choses. Elle ne peut donc être principe d'une loi. Chez l'animal la raison n'est pas mesure, elle est mesurée.

La troisième objection : la mesure doit être très certaine. Or, la doctrine de la raison humaine touchant les choses de l'agir est incertaine. Les pensées des hommes sont des pensées floues. Nos providences sont incertaines. Mais, il reste que nous devons poser une loi humaine et une loi positive.

Loi temporelle : loi positive humaine.

Il, pour expliquer la nécessité d'une loi humaine, saint Thomas fait une comparaison entre le dictamen de la raison pratique et le processus de la raison spéculative. Il y a similitude de la raison spéculative et de la raison pratique. Toutes les deux procèdent à partir de certains principes pratiques vers la conclusion. Or, dans la raison spéculative, nous procédons à partir de principes indéniables et naturellement connus et nous allons vers des conclusions qui ne nous sont connues que par le moyen de ce discours à partir de ce principe.

De même, pour la raison pratique, qui aussi procède par discours, l'homme, qu'elle connaît naturellement certains principes communs, et, par le moyen de ces principes communs, par le moyen de l'argumentation, elle atteint certaines conclusions qui regardent certains biens qui ne sont pas contenus, déterminément

dans les premiers principes. Les premiers principes sont par définition, communs. Donc, s'ils sont communs, ils n'englobent pas toute fin et tout bien de façon déterminée. Mais, la raison pratique a besoin de connaître les biens particuliers de façon déterminée. D'où la nécessité de ce discours pratique.

Les principes de la raison pratique sont des principes qui commandent, qui ordonnent par rapport à l'exercice. Donc, on peut les appeler préceptes.

Ces dispositions de la raison pratique particulière inférées d'une certaine façon des lois naturelles, il ne suffit pas que ce soit des conclusions, - il faut qu'elles comportent les autres éléments de la loi. Alors, nous aurons une loi proprement humaine et, en tant qu'elle se distingue de la raison naturelle. D'où Cicéron a pu dire dans sa Rhétorique: le commencement de tout procède de la nature.

Le droit n'est que l'objet de la loi, - objet en ce sens que c'est la loi elle-même qui constitue le droit, tandis que le droit est objet de la justice d'une autre façon. La fonction de la justice est de diriger vers la loi.

La COUTUME est engendrée par les opérations humaines elles-mêmes en tant qu'elles comportent une certaine utilité pour les hommes. C'est une répétition dans le temps qui finit par constituer ce qu'on appelle la coutume.

Vient ensuite la loi proprement dite. La coutume est déjà une certaine loi non écrite, que les tribunaux reconnaissent.

La religion elle-même doit également confirmer et accepter une coutume qui devient loi. Puisque les lois positives sortent des coutumes, le droit coutumier est antérieur à la loi positive écrite.

La Faculté de Philosophie de l'Université Laval, 2^a, Chemin Ste-Foye, Québec, Mardi, de 9 hres à 10 hres, le 4 juillet 1950.

Sième Cours

*I would like to do a
"Philosophy of Law."
of Heinrich Rommen, "Natural Law"
for Review of Politics
"Objectivity & Politics"
Friedrich Schmitt & The 'Scientific'
Practical Science & The 'Scientific'*

cf. Question 91, article 3.

Nous avons vu qu'il était nécessaire qu'il existât une loi humaine en plus d'une loi naturelle. Dans l'ordre épistémologique, de même que nous avons comme principe le discours. Les premiers principes nous sont naturellement connus. À partir de ces principes naturellement connus, nous faisons des conclusions qui nous sont connues moyennant le discours que nous faisons. Ce sont les conclusions des diverses sciences touchant des choses naturelles.

De même, dans l'ordre pratique, nous avons aussi des premiers principes, qui nous sont naturellement connus, touchant l'agir humain, mais ce sont là des principes communs universels qui ne comprennent pas de façon déterminée, tous les agibilia humains. Nous devons, à partir de ces principes communs de l'ordre pratique, par un discours, inférer et découvrir les conclusions qui sont nécessaires pour diriger nos actions dans le particulier. Elles sont posées par l'homme lui-même. Mais, ce n'est pas n'importe quelle conclusion qui cons-

titue une loi. Il faut que ces conclusions respectent la définition de la loi. Il faut certaines propositions universelles qui soient règle et mesure en eux du bien commun, etc...

Alors que le discours dans l'ordre spéculatif présuppose une certaine expérience, - dans l'ordre pratique, l'expérience pratique joue un rôle absolument particulier. L'expérience ici connaît comment les hommes se sentent. Il nous est impossible d'insérer le mode d'être à partir de la nature humaine comme tel. C'est pourquoi le discours pratique dans la formation de ces lois humaines proprement dites devant s'appuyer sur les hommes. Le droit (la loi) commence avec la nature (l'expérience) - à savoir, avec les principes connus pratiques qui nous sont connus naturellement et ensuite, vient la coutume instituée par l'usage, que la raison découvre dans l'agir humain. Cette coutume donne naissance à la loi écrite ou orale.

On voit pourquoi la loi naturelle n'est pas suffisante, - en réponse à la première objection - parce que la loi naturelle est une participation de la loi éternelle. Mais, une participation est à la mesure de la raison humaine, laquelle est très imparfaite, comparée à la raison divine. La loi éternelle est participée dans la raison humaine, d'une façon abstraite connue de la raison humaine. C'est pourquoi les principes de la raison humaine sont des principes universels connus. Donc, - indépendamment par rapport aux opérations singulières.

Les principes premiers dans l'ordre spéculatif, sont également indépendants par rapport aux conclusions. La loi humaine ne peut participer la loi éternelle de façon parfaite. La loi éternelle regarde les choses; elle est adéquate aux choses, mais dans leurs particularités, mais non la loi éternelle en tant que participée dans la raison humaine. Donc, les directions particulières sont contenues dans la loi éternelle; elles ne sont pas contenues en acte dans la raison humaine, mais virtuellement.

De même, pour la deuxième objection, on dit que la raison humaine est mesurée par les choses. Il est entendu que la raison humaine considérée en elle-même et absolument parlant, est mesurée par les choses et mesurée par les principes connus de la loi naturelle. C'est pourquoi l'homme ne peut pas obéir les principes de la loi naturelle. Seulement, étant en possession de ces principes, qui lui sont connus naturellement, il peut devenir principe à son tour par rapport aux actes ou opérations singulières par rapport à la fin.

Si la loi humaine est mesure et règle, elle ne peut être telle sans être elle-même mesurée. Cela est vrai d'abord et avant tout dans l'ordre spéculatif où la raison humaine est mesurée par les choses. Une fois en possession de ces principes, la loi naturelle est mesure et principe par rapport aux actions humaines et la loi positive la deviendra grâce à ces principes de la loi naturelle. C'est une mesure qui est elle-même mesurée.

C'est pourquoi elle doit toujours être conforme à la loi naturelle et, en dernière instance, à la loi éternelle. Plus la loi naturelle est une participation de la loi éternelle, plus elle tend vers le parfait. Saint Thomas dit que "pécher contre la loi c'est pécher contre Dieu lui-même".

L'essence la plus parfaite dans le cas des lois humaines, c'est Dieu.

Saint Thomas admet que les lois positives sont mutables. Donc, la raison humaine peut faillir, pour ce qui est des lois positives humaines, parce

qu'elles ont pour objet le contingent, l'accidentel, et qu'elles s'appuient sur l'expérience du contingent, l'accidentel. Il n'est pas absolument nécessaire que la loi positive possède cette nécessité ou cette certitude parfaite de mesure. Dans les sciences physiques, il est absolument impossible d'avoir des mesures parfaites.

L'agir humain a besoin de trois règles, de trois mesures. Si nous faisons abstraction de l'agir humain considéré par rapport à un ordre supérieur, avant toute ordination à l'ordre naturel, la raison humaine requiert trois mesures :

1. la loi éternelle;
2. les principes pratiques qui sont per se nota naturellement.
3. les conclusions qui sont découvertes par le discours de la raison pratique.

De là est toujours absolument nécessaire, abstraction faite de tout ordre qui serait en dehors de la nature. Alors, la loi éternelle ne se définit pas par rapport à la loi naturelle. La loi éternelle regarde toute la nature dans ce qu'elle a de naturel. Alors, que nous aurons en plus de ces trois lois une autre loi spéciale et qui, elle, aura pour fin propre de diriger l'homme par rapport à une fin qui n'est pas naturelle, mais divine.

La loi éternelle est divine en ce sens qu'elle est en Dieu.

La loi divine : loi spéciale. Dieu seul peut en être principe et cause. C'est le correspondant de la loi humaine sur le plan surnaturel. Cette loi divine se divise en - ancien Testament - Nouveau Testament.

La loi divine ne nous regarde pas de façon immédiate comme les autres lois. Il est nécessaire qu'il existe une loi divine, parce qu'il est nécessaire que l'homme soit dirigé.

La loi naturelle étant donnée que c'est quelque chose de naturel, ses principes ne peuvent pas s'étendre au delà de la nature. Leur objet ne peut être quelque chose au delà de la nature. Donc, la loi naturelle ne peut regarder que des agissements de la fin humaine naturelle. On ne peut avoir plus dans la conclusion que dans les principes. Si nous savons que l'homme doit poursuivre une fin, qui dépasse sa nature, il aura besoin d'une autre mesure d'un autre ordre. Il aura besoin également de d'autres vertus. Et les vertus et les lois positives sont effets par rapport à la loi naturelle. Les lois positives et les vertus qui en découlent, ne peuvent s'étendre davantage au delà de la loi naturelle.

La loi qui nous est directement donnée ne nous est pas connue naturellement. Elle devra nous être promulguée d'une autre façon. Cela - c'est l'argument principal. Saint Thomas en donne d'autres où il montre que la loi divine nous est utile et même nécessaire, même pour les choses qui regardent la fin naturelle. Les lois humaines sont faillibles. La loi divine peut assurer une certitude à certaines lois humaines que la loi humaine n'a pas par elle-même. - C'est ainsi que Dieu peut nous faire connaître certaines lois touchant certains agissements qui relèvent de la loi naturelle et de la loi éternelle. Si Dieu promulgue la peine de nous donner une règle par rapport à ces choses, cette règle est tout à fait certaine puisqu'elle nous vient de

Bien lui-même.

La Théologie peut nous donner spécialement par rapport aux sciences naturelles. Du reste, la certitude de loi ne connaît que dans une certaine mesure dans les sciences naturelles. Elle peut rendre l'intelligence plus facile par rapport aux conclusions naturelles. C'est pourquoi, en théologie morale, un traité est beaucoup plus long et complexe qu'un traité ordinaire.

Il y a beaucoup plus de certitude dans les choses morales que par la théologie que par la philosophie.

Dans, pour le chrétien, il y a moins de certitude.

Siège argument de saint Thomas: On porte des lois pour les choses qu'on peut juger. Il y a beaucoup de lois humaines que nous ne pouvons juger tous les mouvements intérieurs, par exemple. Il est extrêmement décevant de connaître les mouvements intérieurs des autres. Les choses que nous en avons, sont extrêmement décevantes. Le Chef d'état peut difficilement légiférer concernant le for intérieur.

La plupart des lois civiles touchent surtout les actions extérieures. Le bien ou le mal moral ne se trouve pas exclusivement dans les actes extérieurs, bien au contraire: il se trouve d'abord dans les actes intérieurs. Les actes intérieurs sont nécessaires pour les actes extérieurs. D'autre part, les actes intérieurs sont principes et causes des actes extérieurs. C'est pourquoi la loi divine tout le chef de l'Église est le sujet possesseur, - cette loi, elle-même, peut porter sur les mouvements intérieurs. Les lois divines doivent régler non seulement le for externe, mais aussi le for interne.

La coopération de la loi civile se fait sentir surtout sur les actions extérieures. La loi divine pourra punir et récompenser en toute justice les actions humaines. La loi civile devra laisser pa-toutefois des actes mauvais, et cela, en vue d'éviter un plus grand mal. Le chef d'état doit voir à ce qu'une loi ou il porte n'entraîne pas un plus grand mal. C'est là qu'on voit la prudence d'un chef d'état par rapport à certains idéalistes qui jugent toutes choses de façon absolue.

On n'aure jamais, dans l'ordre proprement civil, des lois qui couvrent toutes les actions humaines. C'est quelque chose d'impossible de faire des lois couvrant toutes les actions naturelles. La loi divine ne laisse aucune action mauvaise de côté. Celui qui obéit à la loi humaine n'échappera pas à la loi divine.

EFFECTS DE LA LOI:

Il ne suffit pas de connaître la loi en elle-même dans sa nature propre, mais il faut, pour en avoir une connaissance parfaite, la connaître dans ses effets.

Science intrinsèque de la loi - principes qui la constituent -

La Faculté de Philosophie de l'Université Laval, 22, Chemin Ste-Foye, Québec, Montréal, de 9 h à 10 h, le 5 juillet 1966.

... nous pouvons juger de la bonté ou du mal d'une loi, nous ne pouvons pas juger de la bonté ou du mal d'un homme. Le bien ou le mal d'un homme ne se trouve pas dans les actions extérieures, mais dans les intentions. C'est pourquoi, pour juger de la bonté ou du mal d'un homme, nous devons connaître ses intentions. C'est pourquoi, en théologie morale, un traité est beaucoup plus long et complexe qu'un traité ordinaire.

On pourrait juger de la bonté ou du mal d'une loi, mais saint Thomas a déjà déterminé, dans un article précédent, que la loi est ordonnée au bien de l'homme. Le bien ou le mal d'un homme ne se trouve pas dans les actions extérieures, mais dans les intentions. C'est pourquoi, pour juger de la bonté ou du mal d'un homme, nous devons connaître ses intentions. C'est pourquoi, en théologie morale, un traité est beaucoup plus long et complexe qu'un traité ordinaire.

2. Pourquoi saint Thomas nous dit-il que la fin propre de la loi est de rendre les hommes bons? La fin propre de la loi est de rendre les hommes bons, car la loi est ordonnée au bien de l'homme. Le bien ou le mal d'un homme ne se trouve pas dans les actions extérieures, mais dans les intentions. C'est pourquoi, pour juger de la bonté ou du mal d'un homme, nous devons connaître ses intentions. C'est pourquoi, en théologie morale, un traité est beaucoup plus long et complexe qu'un traité ordinaire.

3. Question 92, article 1. La loi est ordonnée au bien de l'homme. Le bien ou le mal d'un homme ne se trouve pas dans les actions extérieures, mais dans les intentions. C'est pourquoi, pour juger de la bonté ou du mal d'un homme, nous devons connaître ses intentions. C'est pourquoi, en théologie morale, un traité est beaucoup plus long et complexe qu'un traité ordinaire.

La loi est ordonnée au bien de l'homme. Le bien ou le mal d'un homme ne se trouve pas dans les actions extérieures, mais dans les intentions. C'est pourquoi, pour juger de la bonté ou du mal d'un homme, nous devons connaître ses intentions. C'est pourquoi, en théologie morale, un traité est beaucoup plus long et complexe qu'un traité ordinaire.

tions. C'est en dirigeant les opérations que la loi est dite être cause de l'acquisition des vertus. La vertu devient cause de l'opération bonne.

Aristote nous dit dans ses Politiques : Les législateurs qui font être les hommes acquièrent certaines coutumes, les rendent bons.

Dans la deuxième objection de saint Thomas : La loi ne peut être profitable à l'homme que si celui-ci obéit à la loi. Cela semble contradictoire. L'homme ne peut être bon que s'il obéit à la loi.

On peut obéir à la loi de façon imparfaite. Alors, l'imperfection de l'individu est compensée par les sanctions du législateur. On peut obéir à la loi par crainte des sanctions, mais le fait d'obéir de telle façon finit par faire engendrer la loi considérée comme bonne.

Cf. Question 31.

Loi première en soi : loi éternelle.

Loi seconde en soi par mode d'importance et de perfection : loi naturelle.

1ère question : Cette première question porte sur la nature même de la loi naturelle.

La loi humaine est pour nous le premier analogué et le terme de loi s'applique premièrement et avant tout à la loi humaine.

En quoi consiste la loi naturelle? - Quels sont les préceptes de la loi naturelle? - Est-ce que tous les actes de toutes les vertus sont régis par la loi naturelle? - (Extension et universalité de la loi naturelle en tant que règle et mesure). Est-ce que la loi naturelle est la même pour tous les hommes? Est-ce que la loi naturelle est immuable ou non? - Est-ce que la loi naturelle peut disparaître de l'intelligence de l'homme en ce sens que tous pourraient ignorer complètement la loi naturelle?

Est-ce que la loi naturelle est un habitus? - Est-ce que la loi naturelle est une vertu qui concerne la nature de la loi naturelle?

Cf. Ethiques d'Aristote, II.

Il existe trois choses dans l'âme humaine : puissance - habitus - passion.

Il semble par conséquent que la loi naturelle soit un habitus.

La seconde objection se fonde sur l'identification de la loi naturelle et de la syndérèse. Il est admis que la syndérèse est un véritable habitus. Donc, si la loi naturelle et la syndérèse sont une seule et même chose, la loi naturelle est un habitus.

La loi naturelle ne peut pas être un acte de la raison autrement elle ne serait pas continue ou perdurable. Elle doit donc être un habitus.

CONCLUSION DE SAINT THOMAS : La loi naturelle n'est pas un habitus, si on entend "habitus" au sens simplifié.

Il distingue entre le mot HABITUS employé proprement et dans un sens large. Il est clair que la loi naturelle ne peut être un habitus au sens strict et propre parce que la loi naturelle est une œuvre de la raison elle-même. C'est une certaine proposition universelle qui est l'œuvre de la raison elle-même. Or, il est évident que ce qu'un agent fait et ce pour quoi il fait quelque chose, ne peut être la même chose.

Or, l'habitus est ce par quoi l'agent agit. Le QUD loi, est présupposé au QUD, factum est. Il est présupposé à l'opération elle-même. Le QUD est postérieur à l'opération.

Si la loi naturelle est une certaine œuvre de la raison, non seulement elle n'est pas un habitus, mais elle va présupposer un habitus de la raison par lequel la loi est constituée.

La Faculté de Philosophie de l'Université Laval, 28, Chemin Ste-Foye, Québec, Jeudi, de 9 hres à 10 hres, le 6 juillet 1960.

Même Cours

La loi n'est pas un habitus. L'habitus est ce par quoi nous agissons, tandis que la loi est ce que nous faisons. Les loi est une certaine œuvre de la raison; elle ne peut être principe de l'opération. Elle en est l'effet.

Le terme HABITUS est pris dans un sens très large et impropre. C'est ainsi que nous employons le terme FIDES (foi) non seulement à l'habitus de foi, mais aux choses mêmes que nous croyons par la foi.

Cf. article 2.

Saint Thomas se demande si la loi naturelle contient plusieurs préceptes. Saint Thomas s'appuiera sur l'ordre spéculatif et sur l'ordre pratique. Tous les principes peuvent être ramenés à un premier principe.

La matière de la raison pratique est une matière continente, tandis que celle de la raison spéculative est une matière nécessaire. Les principes de l'ordre pratique sont comme les principes dans l'ordre spéculatif. Dans les deux cas nous avons affaire à des principes premiers et démontrables parce que par se nota. Mais, comme per se nota se dit et en soi et par rapport à nous il faudra faire des distinctions touchant l'ordre spéculatif et l'ordre pratique. Toute proposition est dite per se nota lorsque le prédicat est contenu dans le sujet; mais il peut arriver que l'on ne connaisse pas que le prédicat est de la raison même du sujet. Si nous savons que le prédicat est de la raison même du sujet, le prédicat est non seulement per se, mais aussi quand nous, pour nous, le prédicat n'est pas de la raison même du sujet. De qui est per se nota peut ne pas l'être par rapport à nous. Comme les principes ou les propositions per se nota de diverses sciences qui ne sont pas des propositions per se nota per omnes. C'est une proposition qui est nécessairement per se nota quand ce.

Mais, pour celui qui sait que "rationnel" appartient à l'homme, - c'est pourquoi Boèce va distinguer les propositions per se nota (propositions

Pour le savoir, il faut faire appel à l'appétit. Il faut connaître les inclinations naturelles de l'homme. Tout ce vers quoi l'homme incline naturellement est le bien humain. Or, selon l'inclination naturelle des hommes, nous pourrions déterminer l'ordre des préceptes de la loi naturelle. D'abord, on a la première inclination naturelle, c'est l'inclination à la conservation. C'est ce qui est premier. Dans l'ordre d'existence, c'est ce qui est premier et fondement de tout le reste.

Aucun bien ne peut être poursuivi par quelqu'un qui n'existe pas. Notre première inclination naturelle se porte sur la conservation. C'est la première, et la plus fondamentale. Comme l'existence est quelque chose de commun à tout être, cette inclination que nous avons est commune avec les animaux. Toute substance, tout être, incline de par sa nature même à la conservation de son être. C'est l'appétit primordial de tout être, y compris de l'homme. Toutes les choses qui sont nécessaires à la conservation de l'être seront principes de la loi naturelle et seront communs. Ensuite, on a d'autres inclinations de l'homme qui portent vers des biens plus spéciaux, plus particuliers, qui ne regardent pas l'existence comme telle, ou du moins pas d'une façon aussi immédiate, et qui sont communs à l'homme et aux brutes. Alors, on voit que le principe sera moins universel parce que les fins seront communes aux hommes et aux brutes, mais ne sont pas communes à toute substance.

Donc l'union de l'homme et de la femme est nécessaire pour la éducation et l'éducation des enfants. Enfin, on aura les préceptes de la loi naturelle qui ont pour matière les biens de l'homme en tant que ce qui lui est propre.

On aura tous les principes de la loi naturelle qui regardent le bien de l'homme en tant qu'homme, la fait de vivre en société. Le principe qui regarde le droit de propriété, qui regarde le mariage. Il y a donc un ordre dans les principes de la loi naturelle comme il y en a un dans les principes de l'ordre spéculatif.

De quelle manière sont connus ces principes? - Ce qu'il importe, c'est qu'ils sont premiers et par ce mot: Qu'ils sont premiers comprend tout premier ou premiers par rapport à une fin particulière et déterminée.

Comme dans l'ordre spéculatif le premier principe est le principe d'être ensuite les autres principes premiers qui sont les principes propres des sciences. Si nous considérons la vertu en général, cela est embrassé par la loi naturelle et que cela fait même l'objet d'un précepte de la loi naturelle parce que l'homme étant un être rationnable est nécessairement pourvu au bien de la raison, i.e., toute la vertu.

Donc, nous avons une inclination naturelle à opérer selon la raison droite. Or cette opération, c'est la définition même de la vertu. Il y a donc un précepte de la loi naturelle qui doit s'étendre en ce sens-là à toutes les vertus humaines.

Article 4.

Saint Thomas se demande si les préceptes de la loi naturelle sont une pour tous les hommes? - Est-ce que ce sont les mêmes pour tous les hommes?

tout à fait communes) et les propositions per se nota quod omnes (propositions communes de tous, par tout le monde). Parce que les termes qui constituent la proposition sont des termes communs, tout le monde sait ce que c'est que le tout, et que le tout est plus grand que les parties.

Proposition per se nota sapienter : ainsi appelées parce que les termes qui composent la proposition ne sont pas naturellement connus de tous les hommes. Dire qu'un homme n'a pas un corps, c'est dire qu'il n'est pas circonscriit dans un lieu. Ceci est évident pour ceux qui ont fait des études.

Ensuite, saint Thomas fait remarquer que dans ces principes, il y a nécessairement un ordre. Ces principes peuvent se rattacher à un seul qui est premier. On peut dire de ces principes qu'ils sont un ou qu'ils sont plusieurs. - Dans l'ordre pratique, tout va dépendre des fins!

On a un ordre des fins dans l'ordre pratique. Donc, en aura tel ou tel principe selon qu'il regarde telle ou telle fin. Dans le cas de la connaissance de la simple intelligence, - le concept le plus commun est celui d'ÊTRE. Donc le principe commun à ce sujet sera le premier, le plus commun. Tous les autres principes sont fondés sur celui-là d'une façon ou d'une autre. Le principe d'ÊTRE est tout à fait universel et se retrouve dans tous les êtres. Si nous considérons la raison pratique, ce n'est pas le concept d'ÊTRE qui est le premier, mais c'est le concept du bien, parce que la raison pratique prise formellement n'a pas pour objet autre chose que le bien. La raison pratique commence avec le bien; elle est postérieure à la raison spéculative. Si nous considérons la simple connaissance, c'est le concept d'ÊTRE qui est le premier, mais si nous considérons l'appéhension en tant que pratique, le premier concept sera celui de bien.

Le premier principe qui sera formé à partir de ce concept sera le premier principe de la loi naturelle.

Alors, quel est le premier principe que la raison peut former à partir du concept de bien? - Le bien est ce que toute chose désire. À partir de cette notion du bien, la raison pratique va former le principe le plus commun à savoir : bonum est faciendum *per se*... (C'est là le tout premier principe de la raison pratique). *Et ce bon, bonum le bien d'après.* (Boetius)

Le principe de la raison spéculative n'est pas du tout formé comme celui de la raison pratique. Dans l'ordre pratique, le bien doit être poursuivi. Il n'est pas question ici de définition. La notion sur laquelle il est fondé, c'est la notion de bien. Ce principe doit diriger par rapport à l'opération. Donc, tous les autres principes de l'ordre naturel sont fondés sur celui-là de façon plus ou moins éloignée en raison de la place ou de l'ordre des fins qui constituent la matière de ces principes. Tout comme dans l'ordre spéculatif, on a la notion d'ÊTRE et ensuite des notions de plus en plus communes.

Dans l'ordre pratique on aura des fins de moins en moins naturelles.

Tout ce que la raison humaine peut appréhender comme un bien humain, tout cela sera l'objet de préceptes dits de loi naturelle.

Qu'est-ce qui pourra appartenir aux hommes comme un bien humain? -

Dans les choses pratiques, la vérité n'est pas la même pour tout le monde excepté dans le cas des principes tout à fait premiers. Et, pour ce qui est de la vérité in propre, cette vérité même si elle est la même pour tous, elle n'est pas comme par tout le monde ou de la même façon.

Même les principes propres ont une certaine universalité. Une vérité ut pluribus n'est pas nécessairement comme par tous ceux qui font partie de cet ut pluribus.

Donc, il y a ce qui est commun entre la raison pratique et la raison spéculative par rapport aux principes communs : on a la même vérité pour tous.

La vérité spéculative est la même pour tous quant aux principes et, dans l'ordre pratique, la rectitude des principes communs est la même pour tous. Non seulement cette vérité est essentielle rectitude sont-elles identiques pour tous, mais elles sont communes de tous. Que le tout soit plus grand que les parties, - c'est là une vérité comme par tous, et personne ne peut l'ignorer.

Mais, si nous considérons les conclusions propres de la raison spéculative, on a une vérité qui est la même pour tous, mais qui n'est pas comme par tous. Donc, cela est vrai pour tout le monde à savoir que nous devons agir conformément à la raison. De ce principe tout à fait commun, qu'on doit rendre le dépôt - c'est la conclusion tirée à partir du tout-premier principe est vraie ut pluribus 1^{er}, que la vérité de ce principe propre ou de cette conclusion est vraie ut pluribus, mais non ad quod omnes. D'autre part, elle n'est pas comme par tout le monde bien qu'elle soit la même pour tous.

Plus les conclusions sont particulières plus elles sont éloignées des principes communs, et, par conséquent, moins elles sont certaines. C'est pourquoi il semblerait tel que nous sommes dans une situation tout à fait impossible.

Nous posons comme fin propre de la raison pratique, l'opération singulière des hommes, - c'est une opération singulière que la raison pratique a pour objet de rectifier. Plus nous allons vers les opérations singulières moins la raison peut régler. C'est pourquoi il faudra faire appel aux vertus morales. Ce sont elles qui vont sauver la raison pratique puisque ce sont des règles qui vont sauver le singulier comme tel. Dans la prudence, la raison pratique va tenir sa très grande certitude de l'appétit lui-même et non pas d'elle-même en tant que raison.

Si on dit que non seulement les dépôts doivent être rendus, mais si on se met à examiner les circonstances, cela devient de plus en plus déterminé. La loi ou la vérité de ce principe pourrait être défective en raison de chaque circonstance donnée. Alors, la conclusion de saint Thomas est qu'il faut dire que la loi naturelle est la même pour tous les hommes mais pour ce qui est des principes communs de la loi naturelle - cela suffit pour que l'on dise que la loi naturelle est la même pour tous les hommes et quant à la rectitude de ces principes et quant à leur connaissance. Mais pour ce qui est des principes propres qui sont comme des conclusions à partir des principes communs, ils ne restent connus que de quelques-uns seulement.

La vérité ou la rectitude de ces principes peut ne pas valoir dans certains cas tout comme les natures corporelles et matérielles dont l'opération fait défaut en raison de la détermination de la matière. Il peut arriver que ces principes propres ne soient pas connus de tous et cela, pourquoi? - Cela est dû encore

La loi naturelle ayant pour objet les choses ou les fins auxquelles l'homme incline naturellement et, parmi ces fins ou ces biens, nous avons les biens de la raison proprement dits. Or, le propre de la raison c'est de procéder du commun ou particulier de l'univers à ce qui est ~~plus~~ particulier et ~~plus~~ universel. Ceci est vrai de l'intellect spéculatif et de l'intellect pratique. Il faut faire remarquer que, dans le cas de l'intellect spéculatif, son objet est quelque chose de nécessaire, si on considère le spéculatif dans ce qu'il a de parfait. Donc, les choses ne peuvent être autrement qu'elles sont. Ces choses nécessaires qui font l'objet non seulement des principes premiers à partir desquels l'intelligence procède, - mais elles font aussi l'objet des conclusions qui portent également sur le nécessaire. C'est pourquoi, dans ce domaine, nous pouvons avoir une vérité immuable, stable et par rapport aux principes, et par rapport aux conclusions. Mais il n'en est pas ainsi de la raison pratique humaine. Alors même si nous trouvons une certaine nécessité dans les principes communs, - plus nous nous éloignons du principe commun, plus la nécessité disparaît. La nécessité des principes communs vient de l'inclination naturelle que nous avons pour telle fin. Ce qui existe et ce qui permet cette nécessité des principes communs, c'est la nécessité mise en nous pour certaines fins. La vérité de ces principes dépend de l'inclination naturelle. C'est donc une vérité pratique.

Dans l'ordre spéculatif, on aura une vérité qui est la même pour tous et par rapport aux principes et par rapport aux conclusions. Ce que nous n'avons pas ad quod omnes, c'est la connaissance même de ces principes aux conclusions. Il arrive que cette vérité qui est la même pour tous, ne soit pas connue à tous. Puisque cette vérité est immuable, nécessaire, il peut arriver que certaines de ces vérités ne soient pas connues à tous bien qu'elles soient les mêmes pour tous. Donc, - la vérité de toute conclusion n'est pas connue par tout individu mais seulement la vérité des principes les plus communs l'est.

Quant aux conclusions, elles sont connues pour les uns et non pas pour les autres, - mais c'est toujours la même vérité. Il y a une différence dans l'ordre spéculatif en raison de la contingence de la matière. Ici, la vérité pratique, ou la rectitude est la même pour tous, seulement quant aux principes communs. Quand même on aura une rectitude qui soit la même pour plusieurs, elle ne sera pas nécessairement connue par tous les gens.

La Faculté de Philosophie de l'Université Laval, 2^e, Chemin Ste-Foye, Québec. Vendredi, de 9 h à 10 h, le 7 juillet 1960.

12^{ème} Cours

Si la loi naturelle est la même pour tous les hommes, saint Thomas dit : la vérité du principe ne varie pas. La vérité ~~est~~ est pas seulement la même pour tous les hommes, mais elle est connue par tous les hommes tandis que la vérité des conclusions, si elle est la même pour tous les hommes, elle n'est pas connue par tous les hommes.

La vérité de la conclusion mathématique est vraie pour tout le monde, cependant, elle n'est pas connue par tout le monde.

tre part la raison naturelle voit que la propriété privée est nécessaire pour maintenir la paix. Il peut cependant arriver que la propriété privée soit contraire au bien commun.

On peut toujours justifier les principes de la loi naturelle par des considérations éponatatives sur la nature humaine comme telle. On peut montrer que la fin ultime de l'homme c'est tel bien.

EST-CE QUE LA LOI NATURELLE PEUT ÊTRE NOUVEAU À FAIRE ESPACER DU COEUR DES HOMMES?

Tout, il faudra distinguer entre les principes et les principes tout à fait premiers.

Comme nous l'avons vu, leur vérité n'est pas toujours nécessairement la même. Elle pourra changer à l'occasion. La loi naturelle, pour ce qui est des principes ou des préceptes tout à fait connus, les, tous les principes que nous connaissons par la raison naturelle. Tous ces principes ne peuvent être abolis du cœur de l'homme à l'universel. Toutefois, ils peuvent être abolis dans une certaine mesure en particulier non seulement que le principe lui-même ne soit plus une règle proprement dite. L'application du principe commun peut ne pas être faite dans un cas particulier. En raison de certains empêchements. - Comme le cas de l'incontinence, quand il est sous le coup de la passion, sa raison n'applique pas les principes communs. C'est pourquoi on parle d'ignorant dans ce cas.

Pour ce qui est des principes secondaires, plusieurs de ces préceptes peuvent être oubliés des hommes ou n'être pas connus de certains, ou bien en raison des passions ou bien en raison du milieu ou encore en raison de tout autre empêchement.

Toute connaissance d'ordre moral diffère énormément de la connaissance d'ordre pratique. Ce qui est une tentation assez générale. Par nature, l'intelligence aime bien à être déterminée par rapport à son objet; ou bien elle affirme que certaines choses sont nécessaires, alors qu'elle ne le sont pas. Il faut s'en tenir à des considérations purement spéculatives.

La science morale est une science pratique. Il faut toujours se rappeler que la science pratique a pour fin, l'opération.

La Faculté de Philosophie de l'Université Laval, 22, Chemin Ste-Foye, Québec, Samedi, de 9 hres à 10 hres, le 8 juillet 1960.

au fait qu'il y a beaucoup d'hommes dont la raison est plus ou moins dépravée par la passion et leur raison étant déréglée, déformée par la passion ne peut pas voir la vérité de ce principe. Aussi longtemps qu'elle est sous le coup de la passion.

La coutume aussi joue un rôle très important. Comme tous les hommes vivent dans un certain milieu, la coutume est une chose très importante, plus importante même que la loi elle-même. Un pays sans coutumes est laissé à l'indétermination, à la dérive. C'est là une des raisons pour lesquelles aujourd'hui tout l'univers est sans dessus dessous. On reconnaît très peu les principes de la loi naturelle, - donc, il ne reste rien comme guide. Tout est flottant et vague.

EST-CE QUE LA LOI NATURELLE PEUT ÊTRE CHANGÉE?

Dans l'article précédent, il a été démontré que la rectitude de la loi naturelle n'était pas la même. En tenant compte de la nécessité d'une part et de la contingence d'autre part, saint Thomas va conclure que la loi naturelle peut changer suivant certaines circonstances.

Quand on parle de la mutation de la loi naturelle, cela peut se prendre de deux façons :

A - ou bien on ajoute à la loi naturelle; alors il n'y a pas d'inconvénient à ce que la loi naturelle soit changée de cette façon. Si on y ajoute soit par une loi positive, soit par une loi divine, il n'y a aucun inconvénient, - bien au contraire.

B - mais, si on entend un changement par mode de soustraction, en ce sens que quelque chose qui était de la loi naturelle n'est plus; ce n'est pas la même chose. C'est sur ce point que porte manifestement la difficulté. Pour ce qui est des principes premiers, ils ne peuvent changer de cette façon.

Si nous considérons les principes secondaires qui comportent un certain discours, une certaine déduction à partir des premiers principes, ils sont comme des conclusions; - en ce cas la loi naturelle est muable, mais seulement dans certains cas, car en général, elle reste immuable et inpluribus. Ce sont des lois qui sont objets de causes contingentes. Il est impossible que ces principes propres soient immuables à tous points de vue.

On aura dans tous les cas et par rapport à toutes les différentes matières ce qui que la loi vaudra in pluribus, mais, - dans un cas particulier - il vaudra mieux ne pas l'appliquer.

Sième réponse à la troisième objection :

Saint Thomas nous dit que le principe de la communauté des biens et de la liberté pour tous est dite de la loi naturelle, mais cela est dit à plusieurs. Cela ne peut pas de dire de tous les cas infinis. La nature n'est pas déterminée le droit de propriété privée. Donc, - c'est la raison humaine qui va déterminer que telle chose appartiendra à telle personne. La raison naturelle voit cependant que la chose est nécessaire pour l'utilité publique. D'autre